

incident (*Coup donné à M. Quilici*) [21 mars 1951] (p. 2397). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; Article unique : *Fixation des élections au 17 juin (Date des élections en Algérie)* [10 mai 1951] (p. 4963, 4964) = S'excuse de son absence [22 août 1947] (p. 4585). = Obtient un congé [22 août 1947] (p. 4585).

**BENTOUNES (M. Abderrahmane), Député d'Alger (2<sup>e</sup> collège).**

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 144). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300).

**Dépôt :**

Le 20 mai 1947, une proposition de loi portant formation et mise en expérience, dans la Constitution de l'Union française, du statut particulier de l'Algérie dans le cadre à venir de la Fédération nord-africaine, n° 1357.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4195); *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4472, 4473); *Election de M. Fonlupt-Esperaber en tant que Rapporteur* [22 août 1947] (p. 4566); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Benchennouf tendant à accorder l'autonomie à l'Algérie et à reconnaître la République algérienne* (p. 4578); *Ses observations à M. le Rapporteur Fonlupt-Esperaber concernant l'attitude des députés musulmans* [23 août 1947] (p. 4600, 4601). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au Budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie :

*Explications de vote sur la question de confiance (Subventions au charbon)* [5 septembre 1947] (p. 4866, 4867). — Demande à interpeller sur la politique du Gouvernement vis-à-vis du monde musulman [29 novembre 1947] (p. 5427). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Développe son interpellation déposée le 29 novembre 1947 sur les affaires musulmanes* [27 février 1948] (p. 1207, 1208, 1209, 1210). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation matérielle et morale des travailleurs nord africains en France [10 juin 1949] (p. 3313); — sur la composition du nouveau Gouvernement [13 juillet 1950] (p. 5401); Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation [13 juillet 1950] (p. 5409, 5410). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7527, 7528, 7529). = S'excuse de son absence [13 novembre 1947] (p. 4992), [23 septembre 1948] (p. 6862), [27 janvier 1950] (p. 595). = Obtient des congés [13 novembre 1947] (p. 4992), [23 septembre 1948] (p. 6862), [27 janvier 1950] (p. 595).

**BERANGER (M. André), Député de la Nièvre.**

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 janvier 1948] (p. 195), [8 février 1949] (p. 400), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1946] (p. 195); [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôt :**

Le 27 janvier 1948, une proposition de loi tendant à assimiler les mutilés « hors guerre » aux mutilés de guerre en ce qui concerne le taux de leur pension, n° 3151.